

# ARRETE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT



**Centre  
Hospitalier  
Universitaire  
Saint-Etienne**



## SITE DE BELLEVUE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'établissement C.H.U. Saint-Étienne pour le site de Bellevue dans le système de collecte et de traitement de la communauté d'agglomération de Saint Etienne Métropole et sur la commune de Saint-Etienne, aux conditions décrites dans le présent arrêté**

Le Président,

VU ENSEMBLE :

- le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) et en particulier ses articles L. 2224-7 à L. 2224-12 ;
- le Code de la Santé Publique et en particulier son article L. 1331-10 ;
- L'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité et en particulier son article 6 ;
- La délibération du conseil communautaire de Saint Etienne Métropole en date du 12 novembre 2012 relative à la mise en œuvre des conventions et autorisations spéciales de déversement des effluents non domestiques dans les réseaux d'assainissement ;
- La délibération du bureau communautaire de Saint-Etienne Métropole en date du 16 octobre 2014 relative à des précisions sur la mise en œuvre des conventions et autorisations spéciales de déversement des effluents non domestiques dans les réseaux d'assainissement ;
- le règlement assainissement de la Stéphanoise des Eaux, à qui les missions de collecte/traitement des eaux usées ont été déléguées.

# ARRETE

## Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement C.H.U. Saint-Etienne, est autorisé pour son établissement Bellevue situé au sis 25, boulevard Pasteur à Saint-Etienne (42 100), dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues de l'activité de centre hospitalier (gériatrie-psychologie-rééducation) dans le réseau d'assainissement de la communauté d'agglomération de Saint Etienne Métropole, via 1 branchement figurant sur le plan schématique joint en annexe 2.

Cette autorisation concerne le site C.H.U. Saint-Etienne de Bellevue soumise à déclaration au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

## Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

### A. PRESCRIPTIONS GENERALES

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux usées autres que domestiques devront répondre aux prescriptions suivantes :

- a) Etre neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. A titre exceptionnel, en cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5 ;
- b) Etre ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C.
- c) Ne pas contenir des solvants organiques, chlorés ou non, de composés hydroxylés et dérivés ;
- d) Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles :
  - de porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système de collecte ou à la station d'épuration,
  - d'endommager le système de collecte, la station d'épuration et leurs équipements connexes. Pour cela, procéder notamment à la désulfuration des effluents tant que de besoin,
  - d'entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues,
  - d'empêcher l'évacuation et la valorisation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement,
  - d'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatique, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics.

### B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Pour le site de Bellevue, l'établissement C.H.U. Saint-Etienne est autorisé à déverser aux réseaux d'assainissement de la communauté d'agglomération de Saint Etienne Métropole :

- |  |   |                              |
|--|---|------------------------------|
| 1. Des eaux domestiques :  | <input checked="" type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |
| Toilettes/vestiaires/réfectoire  |   |                              |
| 2. Des eaux assimilées domestiques :   | <input checked="" type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |
| Restauration   |   |                              |
| 3. Des eaux usées d'origine industrielle :                                   | <input checked="" type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |
| vidange autolaveuses,  |   |                              |
| vidange bassins balnéothérapie 2 fois /an + purges éventuelles               |   |                              |
| (volume grand bassin : 55 m <sup>3</sup> , petit bassin 15 m <sup>3</sup> ). |   |                              |

Les eaux usées industrielles, en provenance de C.H.U. Saint-Etienne de Bellevue doivent répondre aux prescriptions suivantes :



### B.1 Concentration maximales autorisées

Les concentrations sont mesurées selon les méthodes normalisées en vigueur et par un laboratoire agréé. Les limites de quantifications correspondent à celles associées aux normes en vigueur au moment de l'analyse.

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)
DCO : Demande chimique en oxygène	2000
DBO <sub>5</sub> : Demande Biochimique en Oxygène sur 5 jours	800
Rapport DCO/DBO <sub>5</sub>	< 3
MES : Matières En Suspensions	600
NGL : azote global	150
Pt : Phosphore total	50
SEH : teneur en graisses	150
HCT : indice hydrocarbure	10
AOX	1
Chlore libre	1
Détergents anioniques	10
Détergents cationiques	3

Dans le cas où pour coïncider avec les évolutions de la réglementation ICPE, le classement du site vis-à-vis de cette réglementation ou dans le cas où les capacités d'acceptation de la station d'épuration pourraient être limitées, ces concentrations pourront être revues à la baisse.

### B.2 Mise en conformité

Sans Objet.

### B.3 Installation de prétraitement / récupération

L'établissement doit identifier les matières et substances générées de part son activité et susceptibles d'être rejetées dans le réseau public d'assainissement.

L'établissement doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour récupérer ces produits et éviter leur déversement dans le réseau public d'assainissement, dans le respect des prescriptions générales mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.

Les prétraitements mis en place sont les suivants :

- Bac à graisse
- Séparateur d'hydrocarbures

### B.4 Entretien des installations

L'établissement a l'obligation de maintenir en permanence ses installations de prétraitement / récupération en bon état de fonctionnement.

Il doit par ailleurs :

- s'assurer que les déchets générés par le site et notamment les dites installations sont stockés et éliminés à la charge de l'entreprise dans les conditions réglementaires.
- fournir au Service de l'assainissement les informations ou les certificats correspondants, attestant de l'entretien régulier de ses installations de prétraitement / récupération (1 transmission par an au minimum).

Du fait de son activité et de la caractéristique de ses installations, l'établissement Bellevue du C.H.U de Saint-Etienne doit faire procéder à :

☒ Vidange du séparateur à hydrocarbures au moins tous les 12 mois

☒ Vidange du bac à graisses 4 fois par an

Et à chaque fois que nécessaire

De plus, concernant les vidanges des bassins de balnéothérapie, le rejet doit s'effectuer après élimination naturelle des produits de traitement (arrêt du traitement au chlore pendant trois jours avant la vidange). Le rejet des eaux de vidange doit s'effectuer à débit limité et au moins sur 24h ».

Il conviendra d'informer la collectivité ainsi que le gestionnaire de la station d'épuration au moins 48h à l'avance des opérations de vidange programmées.

### **Article 3 : ACCES AU RESEAU**

L'Etablissement laissera le libre accès aux regards de collecte, aux équipements de production des eaux de process et au point de rejet aux agents de la Collectivité, sous réserve du respect par ces derniers des procédures de sécurité en vigueur au sein de l'Etablissement. Le cas échéant, ces procédures sont communiquées à la Collectivité.

### **Article 4 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'établissement C.H.U. Saint-Etienne, dont le déversement des eaux usées autres que domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumis au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

### **Article 5 : LA CONVENTION SPECIALE DE DEVERSEMENT**

Sans objet

### **Article 6 : CONTROLE DES REJETS**

L'Etablissement est responsable, à ses frais de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions de cet arrêté d'autorisation.

Il s'engage à fournir à la Collectivité à la fin de chaque année, les résultats des analyses imposés la réglementation ou qui seraient réalisées dans le cadre d'une autosurveillance interne à l'établissement. En fonction de ces résultats, s'ils diffèrent de ceux fournis pour cette autorisation de déversement pour le site de Bellevue (annexe 3), la collectivité pourra demander à l'établissement C.H.U Saint-Etienne de revoir celle-ci en la formalisant par l'élaboration d'une Convention Spéciale de Déversement annexée à un nouvel Arrêté d'Autorisation de Déversement.

La Collectivité pourra effectuer, à ses frais et de façon inopinée, des contrôles des effluents. Les résultats seront communiqués par la Collectivité à l'Etablissement.

Toutefois, dans le cas où les résultats de ces contrôles dépasseraient les concentrations ou flux maximaux autorisés, ou révéleraient une anomalie, les frais de l'opération de contrôle concernée seraient mis à la charge de l'Etablissement sur la base des pièces justificatives produites par la Collectivité.

Par ailleurs, en cas de constatations de dégradation du réseau public en aval du rejet dû au non respect du présent arrêté, les frais de constatations des dégâts (sondage, analyse...) et de réparation de ceux-ci seront entièrement à la charge de l'entreprise.



La collectivité peut décider de procéder ou de faire procéder à la fermeture du branchement, dès lors que :

1. Le non respect des dispositions de l'arrêté d'autorisation de déversement induit un risque justifié et important sur le service public de l'assainissement et notamment en cas :

- de modification de la composition des effluents (la collectivité doit être informée de tout changement) ;
- de non respect des limites et des conditions de rejet fixées par le présent arrêté;
- de non installation des dispositifs de mesure et de prélèvement si besoin ;
- de non respect des échéanciers de mise en conformité s'il y a ;
- d'impossibilité pour la Collectivité de procéder aux contrôles ;

2. Les solutions proposées par l'Etablissement pour y remédier restent insuffisantes.

3. Il existe un risque pour la santé publique est avéré, ou d'atteinte grave à l'environnement est constatée.

En cas de cette fermeture, l'Etablissement est responsable de l'élimination de ses effluents.

En tout état de cause, la fermeture du branchement ne pourra être effective qu'après notification de la décision par la Collectivité à l'Etablissement, par lettre RAR ***qui fixera le délai accordé à l'entreprise en fonction du risque.***

#### **Article 7 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 7 ans, à compter de sa signature.

Si l'Etablissement désire obtenir le renouvellement de son autorisation pour le site de Bellevue, il devra en faire la demande au président de la communauté d'agglomération de Saint Etienne Métropole, par écrit, 3 mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté, en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée.

Cette demande devra être accompagnée des résultats d'un contrôle de qualité de ses rejets réalisé dans les conditions suivantes :

- Prélèvement représentatif et analyses sur les éléments suivants par un laboratoire agréé : DBO<sub>5</sub>, DCO, MES, NGL, Pt, SEC, HCT, AOX, Chlore libre, détergents anioniques et cationiques,
- Consommation en eau durant les 24h contenant le prélèvement (relève compteur)

#### **Article 8 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. La révision de cet arrêté d'autorisation pourra se faire d'une manière temporaire ou définitive (mise en place d'un arrêté modificatif ou d'un nouvel arrêté) en cas de :

- Cession ou de cessation d'activité : ***l'Etablissement devra en informer le président de la communauté d'agglomération de Saint Etienne Métropole ;***
- Modification apportée par l'Etablissement, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents : ***doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du président de la communauté d'agglomération de Saint Etienne Métropole ;***
- Modifications significatives de la structure d'assainissement (service, contrat d'exploitation, réseau ou station d'épuration...) et notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau ;
- Modification de la législation en vigueur en matière de protection de l'environnement et notamment en matière d'élimination des boues, ou de modification de l'autorisation préfectorale de rejet de l'usine d'épuration dans laquelle est effectué le rejet.

## **Article 9 – DECLARATION D'ACCIDENT OU DE POLLUTION ACCIDENTELLE**

L'Etablissement est tenu de déclarer dans les meilleurs délais au président de la communauté d'agglomération de Saint Etienne Métropole ou à ses services, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte à l'environnement.

Contact :

Dans tous les cas : à la société Stéphanoise des Eaux - délégataire de la collectivité : **09 77 42 94 41**

Semaine et heures ouvrées :

- Direction de l'Assainissement et des Rivières de Saint Etienne Métropole
  - Secteur Furan : 04 77 49 28 47
- Gestionnaire de la station d'épuration :
  - Station d'épuration Furania : 04 77 79 46 90

## **Article 10 : EXECUTION**

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétant dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.

Fait à Saint Etienne, le .....16 OCT. 2015.....

Le Président  
ou  
son représentant dûment habilité,

Le Vice-Président  
en charge de l'assainissement  
et des contrats de rivières,  
**Jean-François BARNIER**

Copie à : - Préfecture de la Loire  
- la DREAL